

une question orale sur les enquêtes administratives relatives aux distributions d'armes faites par le maire de Sainte-Anne (Guadeloupe) et sur la falsification des listes électorales du Moule (Guadeloupe) [20 avril 1956] (p. 1423). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance du 30 mai (*Validation des opérations électorales de la Guadeloupe*) [31 mai 1956] (p. 2148). — Pose à M. le Ministre de l'Intérieur une question orale relative aux opérations électorales du 2 janvier 1956 à la Guadeloupe [6 juillet 1956] (p. 3311). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures que préconise le Gouvernement pour résoudre la crise politique, économique et sociale de la Guadeloupe en particulier et des départements d'outre-mer en général [23 octobre 1956] (p. 4278). — Prend part à la discussion : sur le procès-verbal de la séance du 26 octobre (*Discussion des propositions de loi sur la législation sociale dans les départements d'outre-mer*) [30 octobre 1956] (p. 4374); — d'une proposition de loi tendant à modifier le régime des assurances sociales applicable dans les départements d'outre-mer : *Conséquences possibles de la politique de discrimination pratiquée dans les départements d'outre-mer; financement du déficit éventuel des caisses de sécurité sociale* [27 novembre 1956] (p. 5129); — d'une proposition de loi relative aux prestations familiales dans les départements d'outre-mer : *Application nécessaire de la législation métropolitaine aux départements d'outre-mer; valeur-témoin de l'œuvre colonisatrice de la France dans les départements d'outre-mer* [27 novembre 1956] (p. 5134); *Contre-projet de M. Titeux* (p. 5136); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1957; Art. 45 : *Son amendement tendant à supprimer cet article (Fixation d'un plafond à la participation de l'Etat aux dépenses d'aide sociale des départements d'outre-mer); caractère obligatoire des dépenses d'aide sociale; faiblesse du niveau de vie dans les départements d'outre-mer; répression nécessaire de la dilapidation des deniers publics* [5 décembre 1956] (p. 5538, 5544); — des conclusions d'un rapport sur les opérations électorales du département de la Réunion : *Répercussions de l'élection à la Réunion dans tous les territoires d'outre-mer et particulièrement en Algérie* [18 février 1958] (p. 832); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1958, deuxième partie, Crédits d'investissements, EDUCATION NATIONALE, JEUNESSE

ET SPORTS : *Pauvreté de l'enseignement dans les départements d'outre-mer; exemple de l'enseignement secondaire à la Guadeloupe; nécessité de créer des centres d'apprentissage* [8 mars 1958] (p. 1367); *Etablissement du cadastre dans les départements d'outre-mer* (p. 1372); FINANCES, AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET PLAN : *Situation économique des départements d'outre-mer* [10 mars 1958] (p. 1429, 1430); *Réduction des crédits de programme* (p. 1431); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Montant de la participation de l'Etat à l'aide sociale dans les D. O. M.* (p. 1463, 1464); — du projet de loi sur l'amnistie dans les territoires d'outre-mer; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à étendre les dispositions d'amnistie aux départements d'outre-mer* [18 mars 1958] (p. 1644); *le retire* (ibid.). — Son rapport sur une pétition [20 mars 1958] (p. 1814). — Prend part au débat sur la présentation du Gouvernement du général de Gaulle : *Solidarité du destin de la démocratie française et de celui des peuples d'outre-mer; impossibilité d'une délégation de la souveraineté populaire à l'homme désigné par les factieux d'Alger; attachement des Guadeloupéens à la République qui a aboli l'esclavage* [1^{er} juin 1958] (p. 2590, 2591).

GIRARDOT (M. Pierre), Député des Basses-Alpes (C.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 42). = Est nommé : membre de la Commission de la défense nationale [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502); membre suppléant de la Commission des finances [31 janvier 1956] (p. 161).

Dépôts :

Le 13 mars 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir immédiatement en aide aux cultivateurs du département des Basses-Alpes, sinistrés par le gel, n^o 1163. — Le 10 juillet 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à lever, à l'occasion de la fête nationale, les punitions que subissent des militaires, appelés ou rappelés et à arrêter les poursuites dont plusieurs d'entre eux sont actuellement l'objet, n^o 2510. — Le 3 avril 1957,

une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à maintenir en activité et à rénover la centrale thermique de Sainte-Tulle, n° 4742. — Le 18 mars 1958, une proposition de loi tendant à la défense de la culture familiale de la lavande et du lavandin, n° 6914.

Interventions :

Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution invitant le Gouvernement à organiser une journée nationale en faveur des soldats d'Algérie : *Son contre-projet invitant le Gouvernement à accorder à l'occasion du 14 juillet une indemnité à tous les militaires appelés ou rappelés ; observations sur la souscription du Figaro* [27 juin 1956] (p. 3120) ; — du projet de loi portant création et statut du corps des magistrats militaires : *Ses observations sur la nécessité de supprimer, en temps de paix, les tribunaux militaires et d'abroger le décret du 29 juillet 1939 permettant le renvoi des civils devant les tribunaux militaires dans les affaires d'atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat* [12 juillet 1956] (p. 3434) ; — en deuxième lecture, du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956 ; Art. 96 bis : *Amendement de M. David tendant à reprendre le texte du Conseil de la République (Répartition de la taxe locale)* [23 juillet 1956] (p. 3503) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour 1957 ; Art. 21, Etats I et J, DÉPENSES MILITAIRES, Section commune : *Régime des permissions ; gratuité du transport pour les permissionnaires* [6 décembre 1956] (p. 5599) ; — sur une question orale de M. Marin relative à la situation des agriculteurs victimes de la grêle de Pernes-les-Fontaines (Vaucluse) [15 mars 1957] (p. 1621).

GISCARD D'ESTAING (M. Valéry), Député du Puy-de-Dôme (I.P.A.S.).

Son élection est validée [23 mai 1956] (p. 1965). — Est nommé : membre suppléant de la Commission des finances [31 janvier 1956] (p. 164), [4 octobre 1957] (p. 4502) ; membre de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions [31 janvier 1956] (p. 164), [4 octobre 1957] (p. 4503).

Dépôts :

Le 22 janvier 1958, une proposition de loi tendant à modifier les modalités d'application des articles 815 et 832 du Code civil relatifs aux successions agricoles, n° 6378. — Le 18 février 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à allouer un contingent de carburant détaxé aux véhicules exclusivement consacrés aux transports publics des salariés entre leur domicile et leur lieu de travail, calculé de manière à compenser exactement les hausses éventuelles des carburants, n° 6631.

Interventions :

Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'interpellations relatives à la réforme des institutions [2 mars 1956] (p. 640, 641), — Prend part à la discussion du projet de loi créant un fonds national de solidarité : *son contre-projet étalant sur trois ans la réalisation du fonds de solidarité ; inconvénients du projet du Gouvernement : risque d'inflation, menaces pour la poursuite de l'expansion, impossibilité d'une réforme fiscale ; caractère d'assistance du projet gouvernemental (déclaration de M. Boutbien du 16 novembre 1955) ; gestion administrative ; urgence des besoins à considérer ; financement du contre-projet : affectation des recettes de la loi du 11 juillet 1953, économies, impôts sur les tabacs de luxe, marchés d'armements, majoration du prélèvement forfaitaire sur les salaires dépassant trois millions, taxes sur les véhicules de tourisme immatriculés au nom d'entreprises ; aide aux catégories les plus défavorisées ; financement du projet par l'expansion* [2 mai 1956] (p. 1654, 1655, 1656) ; EDUCATION NATIONALE, Etat A, Chapitre 31-11 : *Transformation de l'école libre de droit de Clermont-Ferrand en faculté d'Etat* [14 juin 1956] (p. 2630). — Son rapport sur une pétition [15 juin 1956] (p. 2701). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, Art. 61 : *Son article additionnel relatif à la carrière des administrateurs civils du Ministère des Affaires économiques, issus du Ministère des Finances* [22 juin 1956] (p. 2920) ; — d'une proposition de loi tendant à supprimer l'élection partielle